

Les réformes Lang(Licence/master/doctorat=3.5.8=ECTS)

Guide pour aider à des interventions en Cours (amphis, TD...)

Penser à se présenter

***Expliquer l'harmonisation européenne**

- C'est un concept utopique qui pourrait être intéressant et séduisant s'il y avait une réelle volonté de favoriser l'accès à l'enseignement (moyen financier, cadrage européen). Il y a une totale contradiction entre la mise en avant de la mobilité et l'accentuation du lien entre enseignement et tissu économique local ! Surtout lorsque l'on sait en plus que les conditions sociales pour être mobile ne sont pas réunies (Bourses insuffisantes, plus de pions...). N'est ce pas un prétexte pour l'état pour se désengager une fois de plus ! circulaire Monteil : l'objet même des ECTS c'est le décloisement des filières.

***Casse du cadre national des diplômes**

- Partout il y aura Licence, Master, doctorat, mais nul part il y aura le même contenu dans ces diplômes. Cela renforce la logique actuelle

- Avec **l'annexe descriptive** (historique cursus et lieu d'obtention), les diplômes sont individualisés + choix des matières & évaluation au cas par cas par la fac → achèvement du processus d'individualisation

- **Bilan**: le cadre national existe en apparence (degrés de formation communs) et celui européen est inexistant **MAIS** la valeur du diplôme dépendra de son contenu, variant d'une fac à l'autre et d'un étudiant à l'autre.

- Concrètement, sur le marché du travail, les garanties collectives sont contournées ; l'individualisation des diplômes renforce les inégalités devant l'employeur → L'employeur pourra d'autant plus faire jouer la concurrence pour faire accepter des conditions de travail, un salaire... inférieurs à ce que garantissent les conventions collectives.

Fin de la compensation entre les semestres

- **semestrialisation intégrale** (la semestrialisation est déjà une cata pédagogique) il n'y a plus de compensation entre les semestres, on peut avoir 16 de moyenne au premier semestre et 8 au second, il faudra repasser le deuxième = moyenne générale n'est plus la référence.

- La question de la seconde session d'examen est aussi au cœur de nos inquiétudes, car il n'est plus question qu'elle se passe en Septembre mais juste après la première session d'examen : Bonjour les conditions de révision ! Comment les étudiants salariés vont-ils pouvoir réviser, poser des congés pour repasser des examens deux semaines après ?

Accentuation de la sélection sociale:

- Hausse des frais d'inscription (ex:+ 300% à Milan par an, 16 000 frs ailleurs voir +)
- Suppression du statut MI-SE
- Problème des bourses (ex:droit à 2 redoublements mais peut-être qu'1 seul avec ects)
- Fin des DEUG et Maîtrise

Pôles d'excellence

S'il y a Pôles d'excellence, c'est qu'il y aura Pôles de Non excellence : Donc concurrence entre les facs pour être les premières. Pour cela :

- Spécialisation des facs = obligation de mobilité étudiants pour suivre certaines formations (ex: sciences humaines à Rouen)
- Qualité enseignement en fonction frais d'inscription, des ressources propres des établissements ?

Décentralisation et autonomie

- Le budget d'une université (personnel, patrimoine) est transféré du niveau national au niveau régional, local.

Ceci pose le problème des ressources d'une Région à l'autre («région riche=> fac riche; région pauvre => fac pauvre»).

- Pour financer le fonctionnement des universités, le recours aux financements privés représente une des solutions avancées en plus d'une participation financière des étudiants accrue comme le propose (à l'unanimité) la CPU (Conférence des pPrésidents d'Universités).

Ceci aura pour conséquence qu'en contrepartie, les entreprises pourront imposer leurs point de vue concernant les contenus des « de formation » => Qui paye décide...

De plus, si les frais d'inscription augmentent, tous les étudiants actuels ne pourront plus payer leurs frais de scolarité => Sélection sociale à l'entrée de l'université. Imaginez de devoir payer 4000 ou 5000 Frs (hors sécurité sociale) pour vous inscrire : Qui pourra ?

La logique d'ensemble de ces réformes se cache derrière une idée que nous ne condamnons pas : l'harmonisation.

Seulement, la réalité est une sélection sociale accrue, la casse du service public d'éducation.

Des étudiants se sont mobilisés contre l'application de cette réforme (Toulouse, Montpellier, Le Havre...) et sont parvenus à bloquer son application : il nous faut nous mobiliser pour y parvenir aussi ! C'est urgent !